

## REPRISE, HIER, DES COURS

## Objectif, sauver les examens de fin de cycle

**Retour en classe pour plus de huit millions d'élèves des trois paliers de l'éducation. Le troisième trimestre sera aussi court que décisif, notamment pour les classes d'examens. L'objectif du ministère de l'Education est clairement affiché : terminer l'année dans la sérénité et assurer le bon déroulement des examens de fin de cycle.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir) -** Dernière ligne droite pour les écoliers. Ils ont entamé, hier, le troisième trimestre, le plus court des trois mais également celui qui sera sanctionné par la tenue des examens de fin de cycle pour les élèves du primaire, du moyen et du secondaire.

Le bon déroulement de ces derniers figure parmi les priorités du ministère de l'Education. Comme chaque année, un impressionnant dispositif sera mis en branle pour la tenue des examens. Un système bien huilé dans lequel s'invitent souvent les perturbations liées aux grèves. Cette année n'aura pas fait exception. Après un début d'année plutôt serein, le secteur a renoué avec la contestation. Plusieurs syndi-

cats du secteur ont paralysé les établissements scolaires pendant plusieurs semaines. Résultat : les craintes des élèves et des parents, notamment ceux en classe terminale, ont ressurgi. Encore une fois, ils ont exprimé leur peur de ne pas voir le programme achevé. Un scénario qui se répète depuis de longues années. Cédant à la pression des élèves, le ministère de l'Education avait, du temps de Benbouzid, accédé à une des demandes les plus aberrantes qu'aura connues le système éducatif : le fameux seuil.

Depuis plus d'une dizaine d'années, en effet, les élèves se sont habitués à se voir notifier, dès le mois d'avril, la liste des cours sur la base desquels étaient confectionnés les

sujets du baccalauréat. Tellement habitués à cette concession, que les élèves battaient le pavé pour exiger le fameux seuil lorsqu'ils sentaient cet acquis menacé.

Catégorique, Nouria Benghebrît remet en cause cet «acquis» et a tranché en faveur de la suppression du seuil en question. Ni les grèves, ni les pressions de certaines parties n'ont, pour le moment, fait fléchir la ministre de l'Education. Le baccalauréat 2015 signera normalement la fin de cette aberration pédagogique. Pas plus tard qu'hier, la ministre de l'Education réitérait ses assurances en direction des élèves et de leurs parents. Même en l'absence du fameux seuil, les sujets ne seront confectionnés qu'en prenant compte des cours effectivement dispensés.

Comme chaque année, les mêmes dispositions seront prises pour le baccalauréat. Les candidats auront à choisir entre deux sujets et bénéficieront de la demi-heure supplémentaire leur permettant de mieux



Photo : DR

**Comme chaque année, les mêmes dispositions seront prises pour le baccalauréat.**

faire le choix des sujets. Au cours de ce trimestre, le ministère de l'Education continuera certainement à désamorcer les crises et à lever les malentendus pour éviter tout nouveau débrayage. Dès demain, le département de Benghebrît rencontre

les différents syndicats du secteur. Une réunion consacrée à l'examen des dysfonctionnements du statut particulier mais également à la charte sur l'éthique que propose Benghebrît aux partenaires sociaux.

N. I.

## POUR VIOLATION DE LA LÉGISLATION DES CHANGES

### Procès de l'ex-P-dg de Sonatrach, ce mercredi

Le procès de deux ex-hauts responsables du groupe Sonatrach, poursuivis pour violation de la législation régissant les mouvements des capitaux, aura lieu mercredi devant le Pôle judiciaire spécialisé dans les affaires de corruption (Sidi M'hamed), a-t-on appris hier de source judiciaire.

Il s'agit de l'ex-P-dg du groupe Sonatrach Mohamed Méziane, (sous contrôle judiciaire) et du vice-président du groupe chargé des activités amont, Belkacem Boumédiène (en détention depuis 2010), qui sont également poursuivis pour infraction aux changes et dont la partie civile est l'administration des douanes.

Les deux inculpés sont aussi poursuivis avec 17 autres accusés dans l'affaire de corruption dite Sonatrach 1 pour «constitution d'une association de malfaiteurs, blanchiment d'argent, corruption et trafic d'influence».

Ce procès aura lieu le 7 juin prochain à la Cour d'Alger, siège du tribunal criminel de la même juridiction, selon le rôle des affaires criminelles 2015. Pour ce qui est de l'affaire traitée par le Pôle judiciaire spécialisé de Sidi M'hamed, les faits concernent la passation d'un marché «douteux» avec une société étrangère, spécialisée dans le forage des puits de pétrole, et relatif à l'achat et l'importation de tubes pour gazoducs, selon une source judiciaire.

Les investigations effectuées suite à une plainte déposée par l'administration des douanes, ont prouvé que ce marché est une violation «manifeste» de la législation régissant les mouvements des capitaux de et vers l'étranger, selon la même source. Le procès a déjà été reporté une première fois suite à la requête du représentant de l'administration des douanes pour finaliser les procédures de contrôle.

APS

## IN GUEZZAM ET TAMANRASSET

### 496 immigrants arrêtés

Quatre cent quatre-vingt-seize immigrants clandestins de différentes nationalités africaines ont été arrêtés à In Guezzam et Tamanrasset par les forces de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué, hier, le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la contrebande et le crime organisé, un détachement relevant du secteur opérationnel d'El Oued 4° Région militaire a appréhendé hier 4 avril 2015, dans la localité de Debila, deux individus en possession d'un pistolet automatique, d'une quantité de munitions et d'un groupe électrogène», indique la même source.

«De même, un autre détachement relevant du secteur opérationnel de Djanet a appréhendé un contrebandier près de la localité frontalière de Tin Alcoun et a saisi un véhicule tout-terrain, 750 litres de carburant, une quantité de denrées alimentaires et un téléphone portable», selon le communiqué du MDN.

«Par ailleurs, deux détachements relevant des secteurs opérationnels de Tamanrasset et d'In Guezzam, 6° Région militaire, lors de deux opérations distinctes, ont arrêté quatre cent quatre-vingt-seize immigrants clandestins de différentes nationalités africaines, ainsi que deux contrebandiers en possession de quatre détecteurs de métaux et un téléphone portable», ajoute la même source.

APS

## PROJET DE RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

### Ça part dans tous les sens

**C'est, visiblement, à la «césarienne» que le projet de révision de la Constitution promis par le président de la République depuis 2011, devra voir le jour.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** Et pour cause, alors que l'on annonçait, il n'y a pas longtemps, la finalisation de l'avant-projet, et que des copies de la mouture finale auraient même été remises aux présidents de l'APN, du Sénat et du Conseil constitutionnel, dans la perspective de son adoption par voie parlementaire vers la fin du mois d'avril courant, ne voilà-t-il pas que l'on signifie par voix «autorisées», tout l'opposé.

Plus que cela, le projet tel que mené depuis le début et tel que projeté d'être mené à terme, ne risque pas d'être ce texte de consensus tant espéré. Bien au contraire, il a tous les «atouts» d'attiser davantage la tension entre l'opposition et le pouvoir et le bras de fer entre les divers camps du sérail. D'où le terrible cafoillage de ces derniers temps avec des «lézardes» béantes dans la maison du haut lieu. Les sorties de certains acteurs proches du pouvoir et ceux de l'opposition attestent amplement de

cette «brouille» au plus haut sommet du pouvoir quant à la nature des amendements apportés, de la manière et du timing d'avalisation de ce projet censé «achever les réformes politiques du président de la République».

C'est ainsi que la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT) réfute catégoriquement la voie parlementaire visiblement adoptée en haut lieu pour faire passer ce projet. Louisa Hanoune a, en effet, ressassé depuis Annaba, ce samedi, que l'actuelle Assemblée populaire nationale n'est pas politiquement «habilitée» à examiner et à adopter le texte constitutionnel. Argument en «béton» avancé par la patronne du PT, «cette Assemblée, issue des élections législatives tant décriées du 10 mai 2012 est illégitime pour plancher sur la loi fondamentale. C'est au peuple de trancher sur l'amendement de la Constitution», a-t-elle soutenu.

La même position a été exprimée le même jour par le secrétaire général du mouvement Nahda. «Nous refusons la manière avec laquelle le projet de révision de la Constitution est mené, surtout la voie parlementaire choisie pour son adoption alors que l'APN est illégitime», affirmait à Tébéssa Mohamed Dhoubi, qui fera part de l'adoption par l'instance de concertation et de suivi de l'opposition tout prochainement de la même attitude de refus de ce projet de

révision constitutionnelle, dans le «fonds et dans la forme».

Mais la plus surprenante des sorties est à mettre à l'actif du président du TAJ, un de ces partis du cercle présidentiel. S'exprimant à l'ouverture des travaux du bureau politique de son parti, toujours samedi, Amar Ghoul invitait les partis politiques et les personnalités nationales qui avaient boycotté les conciliabules autour du projet de révision constitutionnelle, à émettre leurs propositions. Ce pourquoi, a-t-il précisé, «les portes restent toujours ouvertes» pour les propositions des partis politiques et des personnalités nationales pour une Constitution de consensus.

Le propos de Ghoul remet en cause l'information distillée il y a quelque temps selon laquelle la Constitution a été finalisée et signée, on ne peut plus amplement, un certain désarroi en haut lieu. Il se rajoute à ceux, totalement contradictoires, des présidents de l'APN et du Sénat à l'ouverture de la session printanière du Parlement. Abdelkader Bensalah n'a-t-il pas avoué ne pas savoir si la nouvelle Constitution sera «traitée» alors que Mohamed-Larbi Ould-Khelifa était plus tranchant quand il affirmait que «la révision de la Constitution n'est pas à l'ordre du jour de l'assemblée ?

M. K.

## JUSTICE

### Confirmation de la peine de huit ans de prison pour l'ex-P-dg d'Union Bank

**La cour d'appel d'Alger a confirmé, hier, la peine de huit ans de prison ferme prononcée en mars 2014 par le tribunal de première instance d'Alger contre l'ancien P-dg d'Union Bank, Brahim Hadjas, pour dilapidation de deniers publics.**

Brahim Hadjas avait été reconnu coupable d'avoir détourné en 2004 des deniers publics au détriment de la Banque de l'agriculture et du développement rural (Badr).

L'inculpé a été aussi reconnu coupable notamment de «constitution d'une association de malfaiteurs, d'escroquerie, de banqueroute frauduleuse et de violation de la législation régissant le mouvement des capitaux de et vers l'étranger».

Union Bank avait effectué des transactions commerciales avec plusieurs banques, dont la Badr, qui a découvert qu'un grand nombre de crédits

n'avaient pas de dossiers constitutifs, selon l'ordonnance de renvoi.

Tous les fonctionnaires de la banque ont affirmé lors de l'enquête avoir reçu des instructions de Hadjas Brahim et de ses enfants (K. et C.) pour l'émission de lettres de change, selon la même source.

Brahim Hadjas avait nié lors du procès les chefs d'accusation retenus contre lui, précisant qu'il occupait alors le poste de président du conseil d'administration, étant actionnaire et que sa mission principale au sein de la banque était de prospecter les investisseurs à l'étranger.

Dans une autre affaire de corruption, une peine de 10 ans de prison ferme avait été prononcée en mars 2014 par le tribunal correctionnel de Chéraga à l'encontre de Brahim Hadjas pour «atteinte à la propriété immobilière et dilapidation de deniers publics».

Brahim Hadjas a été arrêté le 12 décembre 2013 au Maroc en vertu d'un mandat d'arrêt international lancé par la justice algérienne, et extradé vers l'Algérie après 10 années de fuite. Il a été au cœur d'un scandale financier de corruption lié à son groupe.

Union Bank, première banque privée en Algérie créée en 1995 conformément à la loi sur la monnaie et le crédit de 1990, a été dissoute en 2004 sur décision de justice.

APS